

Note situation et impact COVID-19 aux Philippines au 10 avril 2020

Contexte général :

Les Philippines comptent 107 Mhab, un PIB/hab de 2.600 EUR. Sa balance commerciale agroalimentaire est déficitaire, forte dépendance des importations pour son alimentation.

Les Philippines ont déclaré 4.076 cas au 10 avril, dont 124 personnes guéries, 203 décès et 209 nouveaux cas le 9 avril.

Le Président a imposé le confinement de Manille (12 Mhab) puis de la totalité de l'île de Luzon (51 Mhab) où se trouve Manille à la mi-mars. Fermeture des écoles, arrêt des transports publics, obligation de travailler chez soi sauf pour les services essentiels, hôpitaux, pharmacies, supermarchés. D'autres provinces ont depuis imposé un confinement total ou partiel. **Ce confinement a été étendu jusqu'au 30 avril.** L'application drastique de ces mesures a fortement pénalisé les populations les plus pauvres. Beaucoup se sont retrouvés sans travail, sans argent, ni nourriture.

Fin mars un état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de 3 mois donnant autorité au Président pour la gestion du budget.

Restrictions aux frontières pour les personnes avec une attention notamment sur d'éventuelles difficultés pour les chauffeurs en cas de transports terrestres ou au contraire si un corridor ou des facilités ont été prévues pour eux

L'application drastique de ces mesures par l'armée a considérablement pénalisé dans un premier temps tous les transports y compris de nourriture. Un système d'autorisation des transports alimentaires délivré par le ministère de l'agriculture a rapidement été mis en place. Une carte ID est délivrée aux personnels appartenant aux secteurs autorisés à circuler (alimentaire, produit pharma, transport). Malgré ces autorisations, certaines usines/entreprises travaillent au ralenti, voire pas du tout, car leur effectif est très impacté, aussi bien dans les usines que pour opérer les camions de transport.

Circulation des marchandises (import-export)

Comme dans la plupart des pays de l'ASEAN, les mesures de confinement ont entraîné des difficultés de dédouanement des marchandises notamment alimentaires du fait de l'absence du personnel nécessaire (transitaires). Puisque certaines usines/entreprises travaillent au ralenti, ou sont fermées, les commandes sont annulées aussi bien à l'import qu'à l'export, ce qui a un double impacts :

- Les volumes import/ export sont en chute libre
- Les entreprises ont leur(s) entrepôt(s) pleins, et ne procèdent pas au dédouanement et aux retraits des marchandises aux ports. Ceci a pour conséquence directe la congestion des terminaux portuaires. Le plus grand terminal de Manille (MICT) a son aire d'entrepôt de containers réfrigérés plein (100%), et ne peut donc accepter les containers réfrigérés qu'au fur et à mesure que les retraits se font. Par conséquent, les compagnies maritimes prennent

maintenant leurs dispositions pour décharger ces marchandises dans un port de transbordement le cas échéant.

Afin d'éviter un blocage total de la chaîne d'approvisionnement, un « joint administrative order » facilite depuis le 9 avril les formalités administratives et oblige au retrait des conteneurs actuellement stockés dans le port dans un délai de 5 jours sous peine de saisie. 2800 containers seraient actuellement stockés au port, dont 800 réfrigérés.

Problématiques spécifiques à certaines filières

Les industries de transformation alimentaires peinent à trouver la main d'œuvre et les matières premières nécessaires. Les agriculteurs et pêcheurs ont été fortement pénalisés connaissant de nombreuses difficultés pour se rendre dans leurs champs et pour commercialiser leurs produits. Ces difficultés provoquent une forte hausse des prix du riz et des légumes. Depuis l'imposition du confinement le prix du paddy a bondi de 5 à 7 pesos le kg à plus de 20 pesos

La filière rizicole a été mise à mal par la libéralisation mi 2019 des importations de riz. 3 millions de tonnes ont ainsi été importées du Vietnam et de Thaïlande. **Devant le risque de pénurie, moins de 15 jours de stocks disponibles, le Gouvernement a réussi à sécuriser 300.000 tonnes supplémentaires de riz en provenance du Vietnam.**

Le vente d'alcool est limitée dans de nombreuses régions afin d'éviter tout rassemblement.

Mesures transversales de soutien à l'économie : gel de certaines charges, accès à la trésorerie, commande publique...

Mi mars, un premier budget de 500MEUR a été débloqué pour financer notamment des actions de formation (100 MEUR), des dons et prêts aux agriculteurs (50 MEUR) et des micro crédits (15 MEUR)

Fin mars un deuxième budget de près de 5 MDEUR a été débloqué afin notamment d'attribuer de 90 à 140 euros à chacune des 18 millions de familles les plus pauvres.

Par ailleurs la banque centrale a abaissé le ratio de réserves obligatoire des banques de 20 points de base, à 12 % au 30 mars afin de libérer près de 4 MdEUR de liquidités supplémentaires. Elle a également acheté pour près de 5 Md EUR d'obligations d'Etat pour accroître les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement.

Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Fin mars, les employés de l'agro-industrie, les agriculteurs et les pêcheurs sont désormais considérés comme essentiels à la nation et peuvent à nouveau circuler.

Par ailleurs 500 millions d'euros ont été mobilisés pour relancer la production agricole notamment rizicole.

Le contrôle et le gel des prix de vente au détail a été réintroduit.